



Communiqué de presse

Le premier Ministre a fait une opération communication avec les élus de Mayotte, oubliant que c'est la population qui s'est manifestée !

Des propositions claires, chiffrées, avec des engagements dans le temps et les délais fixés... ! Par l'état et par les élus en place, car ils sont à égales responsabilités !

Voilà ce que la population attend !

Le mouvement social s'est imposé et il a montré qu'il y a besoin de mesures d'urgence. Mais cela ne pourra pas suffire !

Car nous ne pouvons permettre à quiconque (état ou élus) de tenter de nous faire sortir par le bas de la grave crise que nous vivons ! Rappelons nous des années passées, des mensonges, des oublis, des petits arrangements ... !

Non nous ne faisons pas confiance aux élus actuels, car ils ont montré leurs incapacité depuis près de 10 ans à faire avancer une seule revendication de Mayotte. Ils ont été sans projets, sans combats, sans voix ! **Parce qu'ils sont tous assujettis au gouvernement et au Président, Philippe (LR) et Macron (EM)** qui s'attaquent aux des droits des salariés, aux services publics, à la formation, à l'accès à la santé, aux retraites, aux logement social, à l'accès aux études supérieures... Ils libèrent les grands groupes d'obligations et font cadeaux aux riches de 5 milliards que pour l 'année 2017 !

Parce que nos parlementaires ont voté ces lois et la confiance. Ils soutiennent ces politiques qui feront encore plus de mal dans les Outre mers et donc à Mayotte déjà fragilisée.

Nous ne faisons pas confiance aux élus du département qui n'avancent pas sur des projets et ne prennent pas leurs responsabilités.

Nous ne faisons pas confiance au gouvernement qui a attendu 6 semaines pour envoyer un nouveau Préfet qui continue « d'étudier » les questions – comme si les armoires de la Préfecture et des ministères n'étaient pas remplis de diagnostics, de revendications concrètes, de besoins identifiés !

Alors oui, il faut s'en mêler, demander des comptes aux élus et non en faire les portes paroles auprès de l'état. Car ils ont des responsabilités majeures dans la catastrophe d'aujourd'hui !

A nous de prendre la main !

Pour cela nous devons nous inscrire dès maintenant dans la suite de ce mouvement : débattre, proposer, exiger de la transparence. **Les grèves, barrages et les élections sont des temps forts importants mais la mobilisation populaire doit être permanente et se poursuivre sous toutes les formes possibles**, de la manifestation au contrôle des élus, des délégations aux réunions publiques, dans les entreprises, les établissements, les services publics, les réseaux sociaux ; les médias... il n'y a pas de lieux ni de formes à écarter ! **Ne les lâchons pas !**

Au-delà des mesures d'urgence, exigeons des élus actuels (puisque'ils sont là !) et de l'état qu'ils s'engagent, à part égale de responsabilité, en toute transparence avec des délais, des moyens, des projets fiables et mesurables, des méthodes et les moyens de contrôle populaire !

Si les élus ne se sentent pas capables ou pas engagés, ils peuvent comme les Préfets , changer de place et rendre leurs mandats en attendant la 6eme République et la possibilité de révocation populaire ! (voir le programme Avenir En Commun)

- **Nous voulons que les citoyens et leurs représentants directs soient associés en toute transparence** (syndicats, associations de villages, du social, de l'environnement, de l'éducation populaire, de la culture,... des petites entreprises, de la jeunesse, ...). Cela doit être fait à chaque étape, propositions, projets, suivis des projets et de leurs réalisations effectives, évaluations des impacts, financements.
- **Nous voulons changer la donne ! Nous dégager de cette impasse et poursuivre avec le mouvement populaire, avec la jeunesse, un travail de propositions pour développer Mayotte dans tous ces aspects éducatifs, sociaux, culturels, économiques, de santé, de développement durable, d'autonomie alimentaire et énergétique, de justice et de sécurité, d'égalité, de transparence contre les corruptions,... nous voulons un département à part entière et non pas entièrement à part !**
- **Nous voulons que le droit prime** sur la corruption, le mensonge, l'inégalité, l'exclusion et la pauvreté.
- **Nous voulons que tous les enfants vivant sur notre territoire soient éduqués et accompagnés** par le monde adulte pour qu'ils deviennent des citoyens responsables et non des révoltés à la marge de notre République. **Notre jeunesse a besoin de nous et non pas d'être abandonnée !**
- **L'eau, le port, l'aéroport, les transports collectifs, ... doivent être des véritables services publics** et non des tiroirs caisses pour le privé, les entreprises de distributions, de travaux publics, doivent être contrôlés car ils reçoivent aides sur aides... mais les salariés souffrent et la vie est aussi chère que les routes sont en mauvais état.
- **Nous voulons travailler une vraie coopération régionale** qui sorte des voyages d'élus et favorisent des échanges avec les forces vives, les techniciens, les formateurs et chercheurs, les jeunes en projets...
- **Nous voulons que l'état marque un pas en avant dans les relations avec l'Union des Comores** pour sortir du conflit non réglé post indépendance. Il ne s'agit pas là de coopération régionale mais d'accord d'Etat à Etat ! Il doit être fondé sur une relation exigeante sur l'utilisation des fonds et accords passés, avec une reconnaissance de Mayotte comme territoire Français. Les règles de circulations entre îles doivent être justes et transparentes. Les accords sans faux semblants et corruption, là aussi ! Car, si le post colonialisme, la dépendance à la banque de France, la domination étrangère, favorisent la dégradation sociale et économique de l'Union des Comores, son gouvernement est largement responsable d'une situation socialement et démocratiquement invivable.
- **Nous voulons que la population de Mayotte vive ensemble dans la paix et sérénité**, qu'elle fasse entendre une voix de progrès dans l'Océan Indien. Le spectacle fratricide, violent et guerrier actuel n'a rien à voir avec notre culture, ni avec celle de la France dont nous nous réclamons et le monde qu'attend notre jeunesse !

Poursuivons le combat pour la justice, l'égalité, la fraternité, la solidarité avec la jeunesse...

Abullah Mikidadi (BIG) et Christine Raharijaona avec Les Insoumis de Mayotte

Lundi 23 avril 2018